



CHAPITRE 39

Loi concernant la Commission hydro-électrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes

[Sanctionnée le 10 mai 1947]

CHAPTER 39

An Act respecting the Quebec Hydro-Electric Commission, the Montreal Light, Heat & Power Consolidated and its component companies

[Assented to, the 10th of May, 1947]

Préambule.

ATTENDU que par la loi 8 George VI, chapitre 22, l'entreprise de production et de distribution, en cette province, de gaz et d'électricité de Montreal Light, Heat & Power Consolidated est devenue la propriété de la Commission hydro-électrique de Québec;

Attendu qu'en vertu de ladite loi, telle que modifiée par la loi 9 George VI, chapitre 30, la Commission hydroélectrique de Québec peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter la totalité ou partie des actions ou autres valeurs de toute compagnie détenant des forces hydrauliques ou ayant le droit de faire le commerce d'énergie électrique ou un autre commerce que la Commission est autorisée à faire, et qu'elle peut en outre être autorisée, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à acquérir par expropriation toutes les actions du fonds social de Montreal Light, Heat & Power Consolidated;

Attendu qu'aux termes d'un arrêté en conseil en date du 28 février 1947 et portant le numéro 373, adopté sur la recommandation de ladite commission, celle-ci a été autorisée à faire aux actionnaires de Montreal Light, Heat & Power Consolidated une offre d'acheter leurs actions au prix de vingt-cinq dollars par action, aux termes et conditions mentionnés dans ladite offre;

WHEREAS by the act 8 George VI, chapter 22, the undertaking of production and distribution, in this Province, of gas and electricity of the Montreal Light, Heat & Power Consolidated has become the property of the Quebec Hydro-Electric Commission;

Whereas in virtue of the said act, as amended by the act 9 George VI, chapter 30, the Quebec Hydro-Electric Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in council, purchase the whole or part of the shares or other securities of any company holding hydraulic power or having the right to do business in electric power or another business which the Commission is authorized to do, and it may also be authorized, by proclamation of the Lieutenant-Governor in council, to acquire by expropriation all the shares of the capital stock of the Montreal Light, Heat & Power Consolidated;

Whereas according to the terms of an order-in-council dated the 28th of February 1947 and bearing number 373, adopted upon the recommendation of the said Commission, it was authorized to make to the shareholders of the Montreal Light, Heat & Power Consolidated an offer to purchase their shares at the price of twenty-five dollars per share, upon the terms and conditions mentioned in the said offer;

Attendu que les détenteurs d'au delà de quatre-vingts pour cent des actions du fonds social de ladite compagnie ont accepté cette offre et qu'une partie importante de ceux qui ne l'ont pas encore acceptée désireraient le faire, mais en sont empêchés par des dispositions testamentaires ou fiduciaires, prohibitions d'aliéner ou autres obstacles légaux de cette nature;

Attendu que, dans ces circonstances, l'acquisition de toutes les actions de Montreal Light, Heat & Power Consolidated par la Commission hydroélectrique de Québec serait dans l'intérêt public et à l'avantage de tous les intéressés, favoriserait le crédit de la province et éviterait de longues et coûteuses procédures qui autrement seraient nécessaires pour faire déterminer l'indemnité payable en raison de l'expropriation décrétée par la loi 8 George VI, chapitre 22;

Attendu qu'il est opportun, dans ces conditions, que la Commission hydroélectrique de Québec devienne propriétaire de toutes les actions de ladite compagnie;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:

"Commission";

"compagnie";

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique le contraire,

a) "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec;

b) "compagnie" désigne la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, corporation instituée par la loi 6 George V, chapitre 82.

Acquisition autorisée.

2. La Commission est autorisée à acquérir de gré à gré, au prix de vingt-cinq dollars par action, payable en la manière et aux conditions mentionnées dans son offre du six mars 1947, toutes les actions faisant partie du capital-actions de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated qui ont été remises entre ses mains ou entre les mains de ses mandataires à la suite de l'offre susmentionnée.

Idem.

Elle est également autorisée à acquérir, au même prix, payable en monnaie canadienne, toutes les actions qui lui seront offertes en vente dans les trente jours qui suivront la mise en vigueur de la présente loi.

Whereas the holders of over eighty per cent of the shares of the capital stock of the said company have accepted this offer and whereas an important number of those who have not yet accepted same would desire to do so, but are prevented from doing so by the testamentary or fiduciary provisions, prohibitions to alienate or other legal obstacles of a like nature;

Whereas, under these circumstances, the acquisition of all the shares of the Montreal Light, Heat & Power Consolidated by the Quebec Hydro-Electric Commission would be in the public interest, to the advantage of all the interested parties, would favour the credit of the Province and avoid long and costly proceedings which would otherwise be necessary to have the indemnity payable determined by reason of the expropriation decreed by the act 8 George VI, chapter 22;

Whereas it is expedient under these conditions that the Quebec Hydro-Electric Commission become proprietor of all the shares of the said company;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Interpretation:

"Commission";

"Company";

1. In this act, unless the context otherwise requires,

a. "Commission" means the Quebec Hydro-Electric Commission;

b. "company" means the Montreal Light, Heat & Power Consolidated, corporation instituted by the act 6 George V, chapter 82.

Acquisition authorized.

2. The Commission is authorized to acquire by private agreement, at the price of twenty-five dollars per share, payable in the manner and upon the conditions in its offer of March 6th, 1947, all the shares forming part of the capital stock of the Montreal Light, Heat & Power Consolidated which were placed in its hands or in the hands of its mandatories following the aforementioned offer.

Idem.

It is also authorized to acquire, at the same price payable in Canadian currency, all the shares which shall be offered to it for sale within the thirty days following the coming into force of this act.

Autorisation de vendre.

3. Nonobstant toute disposition au contraire contenue dans une loi, un testament, un acte de fiducie, un acte de donation ou tout autre acte de même nature, le grevé de substitution, à quelque degré que ce soit et de quelque manière que la substitution soit établie, l'usufruitier, le légataire, l'exécuteur ou l'administrateur en vertu d'un testament, et le tuteur, le curateur ou le fiduciaire ayant à ce titre la possession ou l'administration de biens appartenant à autrui ou dont ils sont saisis pour l'avantage d'un autre, ainsi que le donataire ou le bénéficiaire en vertu d'un acte contenant une prohibition d'aliéner, sont autorisés à vendre, à la Commission, sans formalité de justice, au prix de vingt-cinq dollars par action, payable en monnaie canadienne, toutes les actions de la compagnie qui sont en leur possession ou dont ils ont l'administration en quelque une des qualités susdites, et à en recevoir le prix.

Majorité. Lorsqu'il y a plusieurs grevés de substitution, exécuteurs ou administrateurs, fiduciaires, donataires ou bénéficiaires, la vente peut être consentie par la majorité d'entre eux.

Prix. Le prix des actions sera substitué aux actions elles-mêmes et demeurera assujéti à toutes les charges, clauses et conditions de l'acte.

Remploi. Nonobstant les dispositions de l'article 953a du Code civil, la Commission ne sera en aucun cas tenue de voir au remploi de ce prix.

Actions, propriété de la commission.

4. A compter de l'expiration du délai de trente jours mentionné dans l'article 2, toutes les actions formant le capital-actions de la compagnie qui n'auront pas été acquises de gré à gré par la Commission, de même que tous les biens meubles et immeubles, corporels et incorporels, de ladite compagnie, qui n'appartiennent pas déjà à la Commission, deviendront la propriété de cette dernière en sa qualité d'agent de la Couronne aux droits de la province, et la présente loi constituera en faveur de la Commission, aux droits de la province, un titre absolu de propriété à toutes les actions et à tous les biens susmentionnés.

Autorisation to sell.

3. Notwithstanding any provision to the contrary contained in any act, will, trust deed, a deed of donation, or any other deed of a like nature, the institute of a substitution, of any degree whatsoever and in whatever manner the substitution be established, the usufructuary, the legatee, the executor or administrator under a will, and the tutor, the curator or the trustee having under this title the possession or administration of property belonging to another or of which they are seized for the advantage of another, as well as the donee or the beneficiary in virtue of a deed containing a prohibition to alienate, are authorized to sell, to the Commission, without the formalities of justice, at the price of twenty-five dollars per share payable in Canadian currency all the shares of the company which are in their possession or of which they have the administration in any of the aforementioned qualities and to receive the price thereof.

When there are several institutes of substitution, executors or administrators, trustees, donees or beneficiaries, the sale may be consented to by the majority of them.

The price of the shares shall be substituted to the shares themselves and shall remain subject to all the charges, clauses and conditions of the deed.

Notwithstanding the provisions of article 953a of the Civil Code, the Commission shall in no case be bound to see to the reinvestment of such price.

Reinvestment.

4. From the expiration of the delay of thirty days mentioned in section 2, all the shares forming the capital stock of the company which shall not have been acquired by private sale by the Commission, as well as all the moveable and immoveable property, corporeal and incorporeal, of the said company, which do not already belong to the Commission shall, become the property of the latter in its capacity as agent of the Crown in the rights of the Province, and this act shall constitute in favour of the Commission, in the rights of the Province an absolute title of ownership to all the shares and all the property abovementioned.

Shares property of Commission.

Indemnité.

5. L'indemnité payable par la Commission pour les actions et les biens dont la propriété lui est attribué par l'article 4 sera la somme de vingt-cinq dollars par action. Cette indemnité sera payable aux détenteurs de ces actions, au siège social de la Commission, sur remise et délivrance effective des certificats, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, et elle portera intérêt au taux de deux pour cent l'an à compter de cette entrée en vigueur. Cet intérêt, néanmoins, cessera de courir dès que la Commission aura publié dans la *Gazette officielle de Québec* un avis déclarant qu'elle est prête à payer l'indemnité. Après l'expiration des quinze jours qui suivront cette publication, l'indemnité revenant aux actionnaires dont les certificats n'auront pas été valablement présentés sera déposée par la Commission dans un compte spécial et ce dépôt aura, à tous égards, le même effet qu'une consignation au département du trésor de la province. Ces actionnaires pourront, à demande et sur présentation de leurs certificats d'actions, obtenir en tout temps le paiement de leur indemnité à même ce fonds spécial.

Idem.

6. La somme de vingt-cinq dollars par action payée ou payable par la Commission tiendra lieu de tout prix et de toute indemnité ou compensation, tant pour les actions acquises que pour l'expropriation de l'entreprise de production et de distribution, en cette province, de gaz et d'électricité de la compagnie, décrétée par la loi 8 George VI, chapitre 22, telle que modifiée par les lois 9 George VI, chapitre 30, et 10 George VI, chapitre 26, et aucune autre indemnité ou compensation ne sera due, soit à la compagnie, soit aux détenteurs de ses actions.

Prise de possession.

7. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, la Commission aura le droit de prendre possession de tous les biens meubles et immeubles, corporels et incorporels, de la compagnie qui ne sont pas déjà en sa possession, y compris l'argent en caisse ou en banque, les valeurs en portefeuille et tout l'actif généralement, ainsi que les contrats, registres, archives, livres et tous autres documents de ladite com-

Indemnité.

5. The indemnity payable by the Commission for the shares and property the ownership whereof is attributed to it by section 4 shall be the sum of twenty-five dollars per share. This indemnity shall be payable to the holders of these shares at the corporate seat of the Commission, on the remittance and effective delivery of the certificates within three months of the coming into force of this act, and shall bear interest at two per cent per annum from such coming into force. This interest, however, shall cease to run as soon as the Commission shall have published in the *Quebec Official Gazette* a notice declaring that it is ready to pay the indemnity. After the expiration of the fifteen days following such publication, the indemnity coming to the shareholders whose certificates shall not have been validly presented shall be deposited by the Commission in a special account and such deposit shall have in all respects, the same effect as a deposit in the Treasury Department of the Province. These shareholders may, on demand and upon presentation of their share certificates, obtain at any time the payment of their indemnity out of this special fund.

Idem.

6. The sum of twenty-five dollars per share paid or payable by the Commission shall take the place of any price and of any indemnity or compensation, as well for shares acquired as for the expropriation of the undertaking of production and distribution, in this Province, of gas and electricity of the company decreed by the act 8 George VI, chapter 22, as amended by the acts 9 George VI, chapter 30 and 10 George VI, chapter 26, and no other indemnity or compensation shall be due, either to the company or to holders of its shares.

Taking possession.

7. From the coming into force of this act, the Commission shall have the right to take possession of all the moveable and immoveable property, corporeal and incorporeal, of the company which are not already in its possession, including all cash or money in bank, securities and all the assets generally, as well as the contracts, registers, archives, books and all other documents of the said company. The

pagnie. La Commission aura aussi le pouvoir d'exercer tous les recours nécessaires à ces fins.

Prise de possession.

La Commission pourra également prendre possession des locaux où se trouve le siège social de la compagnie, dans l'édifice de la Banque Royale du Canada, rue Saint-Jacques, à Montréal, et, jusqu'au premier mai 1948, elle aura tous les droits et sera assujettie à toutes les obligations découlant du bail consenti par la Banque Royale du Canada pour l'occupation de ces locaux.

Fonctions abolies.

8. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les fonctions des directeurs de la compagnie prendront fin et la Commission leur sera substituée à toutes fins que de droit. Les directeurs alors en fonction seront cependant tenus de livrer à la Commission tous les biens dont celle-ci a le droit de réclamer la possession et ils seront personnellement responsables de toute perte résultant de l'inaccomplissement de cette obligation.

Idem.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 7 et celles du présent article s'appliquent aux compagnies filiales de Montreal Light, Heat & Power Consolidated et à ses compagnies composantes mentionnées à l'annexe A de la loi 8 George VI, chapitre 22.

Substitution.

La Commission sera en outre substituée aux directeurs représentant les intérêts de Montreal Light, Heat & Power Consolidated dans les deux compagnies affiliées de cette dernière, savoir Union Investors Limited et Montreal Coke & Manufacturing Company, et les fonctions des directeurs auxquels la Commission est ainsi substituée prendront fin dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

Représentants.

La Commission peut, dans tous les cas, désigner par résolution des personnes qui la représenteront durant bon plaisir dans les conseils d'administration de toutes les compagnies mentionnées dans le présent article, et ces personnes y exerceront tous les droits que la Commission elle-même pourrait exercer.

Inventaire.

9. La Commission devra faire dresser, aussitôt que possible, un inventaire comptable dûment certifié par ses auditeurs de

Commission shall also have the power to exercise all the recourses necessary for these purposes.

The Commission may also take possession of the premises where the corporate seat of the company is located in the Royal Bank of Canada building, Saint-James street, Montreal, and until the first of May 1948, it shall have all the rights and shall be subject to all the obligations deriving from the lease consented to by the Royal Bank of Canada for the occupation of such premises.

Taking possession.

8. From the coming into force of this act, the duties of the directors of the company shall end and the Commission shall be substituted to them for all legal purposes. The directors then in office shall nevertheless be bound to deliver to the Commission all the property whereof the latter is entitled to claim possession and they shall be personally responsible for any loss resulting from the non-fulfilment of this obligation.

Duties abolished.

The provisions of the first paragraph of section 7, and those of this section shall apply to the subsidiary companies of Montreal Light, Heat & Power Consolidated and to its component companies mentioned in Schedule A of the act 8 George VI, chapter 22.

Idem.

The Commission shall moreover be substituted for the directors representing the interests of Montreal Light, Heat & Power Consolidated in the two affiliated companies of the latter, namely Union Investors Limited and Montreal Coke & Manufacturing Company, and the duties of the directors to whom the Commission is thus substituted shall cease from the coming into force of this act.

Substitution.

The Commission may, in all cases, designate by resolution the persons who shall represent it during pleasure in the councils of the administration of all the companies mentioned in this section, and such persons shall exercise therein all the rights which the Commission itself could exercise.

Representants.

9. The Commission shall have drawn up, as soon as possible, an accountable inventory duly certified by its auditors of all

Inventories.

tous les biens dont elle prendra possession en vertu de la présente loi.

the property of which it takes possession under this act.

Redevance à certains détenteurs d'actions.

10. La Commission paiera aux détenteurs des six cent soixante-dix-huit actions du capital-actions de The Montreal Light, Heat and Power Company, qui n'ont pas été échangées contre des actions de The Civic Investment & Industrial Company, aujourd'hui Montreal Light, Heat & Power Consolidated, une redevance de huit dollars par année par action à compter du premier avril 1947, conformément à l'entente intervenue le sept juin 1916 entre The Montreal Light, Heat and Power Company et The Civic Investment & Industrial Company; mais la Commission pourra en tout temps racheter cette redevance moyennant une somme capitale arrêtée d'un commun accord.

10. The Commission shall pay to the holders of the six hundred and seventy-eight shares of the capital stock of The Montreal Light, Heat & Power Company, which have not been exchanged for shares of The Civic Investment & Industrial Company, now the Montreal Light, Heat & Power Consolidated, a rent of eight dollars per annum per share from the first of April 1947, conformably to the agreement entered into on June 7th, 1916, between The Montreal Light, Heat and Power Company and The Civic Investment & Industrial Company; but the Commission may at any time redeem such rent for a capital sum agreed on by common consent.

Rent to certain share holders.

Idem.

11. La Commission paiera aux détenteurs des trois cent soixante-sept actions de La Compagnie de Gaz de Montréal, corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, qui sont encore en circulation, une redevance annuelle de huit dollars par année par action à compter du premier avril 1947, conformément à l'entente intervenue le vingt-deux octobre 1901 entre La Compagnie de Gaz de Montréal et The Montreal Light, Heat and Power Company; mais la Commission pourra en tout temps racheter cette redevance moyennant une somme capitale arrêtée d'un commun accord.

11. The Commission shall pay to the holders of the three hundred and sixty-seven shares of The Montreal Gas Company, corporation having its corporate seat in the city of Montreal, which are still in circulation, an annual rent of eight dollars per annum per share from April 1st, 1947, conformably to the agreement entered into on October 22nd, 1901, between The Montreal Gas Company, and The Montreal Light, Heat & Power Company; but the Commission may at any time redeem such rent for a capital sum agreed upon by common consent.

Idem.

Vente.

12. La Commission peut requérir le fiduciaire Montreal Trust Company de vendre, conformément aux instructions qu'elle lui donnera de temps à autre, tous les titres, actions, obligations et autres valeurs qu'il détient à titre de placement ou autrement, en sa qualité de fiduciaire, soit en son nom, soit au nom de la compagnie, soit au nom des prête-noms de l'un ou de l'autre, en vertu de l'une quelconque des dispositions des actes ci-dessus pour garantir le paiement des obligations de la compagnie; elle peut aussi lui ordonner d'employer les deniers provenant de ces ventes ainsi que tous les autres deniers qu'il a en sa possession, en sa qualité de fiduciaire, pour racheter avant échéance, en tout ou en partie, les obligations de la

12. The Commission may require the trustee Montreal Trust Company to sell, conformably to the instructions that it shall give to it from time to time, all the titles, shares, bonds and other securities which it holds as investment or otherwise, in its quality of trustee, either in its name, or in the name of the company, or in the name of agents of one or the other, in virtue of anyone whatsoever of the provisions of the aforesaid deeds to guarantee the payment of the bonds of the company; it may also order it to use the moneys coming from such sales as well as all the other moneys which it has in its possession in its quality as trustee, to redeem before maturity in whole or in part, the bonds of the company issued in virtue of the

Sale.

compagnie émises en vertu des actes ci-dessus, rachetables avant échéance et encore impayées. Ces obligations seront rachetées par le fiduciaire moyennant les prix, suivant les termes, en la manière et d'après les conditions énoncées dans lesdits actes.

Livraison, etc.

La commission peut également, si elle le préfère, ordonner au fiduciaire Montreal Trust Company de lui livrer et remettre tous les deniers, titres, actions, obligations et autres valeurs qu'il détient, à titre de placement ou autrement, soit en son nom, soit au nom de la compagnie, soit au nom des prête-noms de l'un ou de l'autre et qui sont affectés à la sûreté et garantie des obligations émises par la compagnie en vertu de l'acte de fiducie du premier février 1936 et des actes supplémentaires qui s'y rattachent. En ce cas, la Commission pourra vendre toutes les valeurs ci-dessus aux prix et conditions qu'elle fixera et racheter avant échéance, en tout ou en partie, toutes les obligations de la compagnie émises en vertu desdits actes et rachetables avant échéance, moyennant les prix mentionnés aux titres. A l'exception des obligations au montant de treize millions de dollars émises le premier juillet 1939, échéant le premier juillet 1969 et qui ne sont pas rachetables avant le premier juillet 1960, la Commission pourra effectuer le rachat de toutes les obligations de la compagnie, en aucun temps, après un avis d'au moins trente jours publié et donné conformément aux dispositions de l'acte de fiducie et des actes supplémentaires.

Substitution.

Pour les fins du présent article, la Commission est substituée à tous les droits du fiduciaire Montreal Trust Company et de la compagnie, tels qu'énoncés dans les actes ci-dessus et elle peut elle-même et en son propre nom publier et donner tous les avis, faire tous les actes et adopter toutes les procédures prévus auxdits actes, aux lieu et place de la compagnie et du fiduciaire.

Garantie.

Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement en capital, intérêts et primes de rachat, le cas échéant, des obligations émises par la compagnie le premier juillet 1939, au montant de treize millions de dollars.

above-mentioned deeds, redeemable before maturity and still unpaid. These bonds shall be redeemable by the trustee in consideration of the prices, according to the terms, in the manner and upon the conditions mentioned in the said deeds.

The Commission may also, if it so prefers, order the trustee Montreal Trust Company to deliver and remit to it all the moneys, titles, shares, bonds and other securities, which it holds as investment or otherwise either in its name, or in the name of the company, or in the name of agents of one or the other and which are affected to the security and guarantee of the bonds issued by the company under the trust deed of the first of February, 1936 and of the supplementary deeds connected therewith. In such case the Commission may sell all the securities above-mentioned for the prices and upon the conditions which it shall fix and redeem before maturity, in whole or in part, all the bonds of the company issued under the said deeds and redeemable before maturity, in consideration of the prices mentioned in the titles. With the exception of the bonds amounting to thirteen million dollars issued on the first of July 1939, maturing the first of July, 1969 and which are not redeemable before the first of July, 1960, the Commission may effect the redemption of all the bonds of the company, at any time, after a notice of at least thirty days published and given conformably to the provisions of the trust deed and of the supplementary deeds.

For the purposes of this section, the Commission is substituted to all the rights of the trustee Montreal Trust Company and of the company, as mentioned in the aforesaid deeds and it may itself and in its own name publish and give all the notices, perform all the acts, adopt all the procedures provided for in such deeds, in the place and stead of the company and of the trustee.

The Lieutenant-Governor in Council may guarantee the payment in capital, interest and premiums of redemption, if need be, of the bonds issued by the company on the first of July, 1939, to the amount of thirteen million dollars.

Libération des biens.

Lorsque ces obligations auront été garanties comme ci-dessus et que les autres obligations auront été rachetées, le fiduciaire Montreal Trust Company sera tenu, sur requisition de la Commission, de libérer tous les biens affectés par l'acte de fiducie et les actes supplémentaires ci-dessus des charges, hypothèques et privilèges découlant d'iceux et d'exécuter et souscrire tous les documents nécessaires à ces fins; il sera également tenu de remettre à la Commission tous les deniers et valeurs qui pourraient demeurer entre ses mains en raison de ses fonctions de fiduciaire.

Devoirs du fiduciaire.

13. Le fiduciaire Montreal Trust Company sera tenu, sous peine de tous dommages, de se conformer aux réquisitions, injonctions, ordonnances et instructions de la Commission dès qu'il les aura reçues et il sera libéré de toute responsabilité à l'égard de tous pourvu qu'il observe les prescriptions ci-dessus.

Application.

Les articles 12 et 13 recevront leur plein et entier effet nonobstant toute disposition au contraire de l'acte de fiducie consenti par la compagnie en faveur de Montreal Trust Company comme fiduciaire, en date du premier février 1936, et des actes supplémentaires qui s'y rattachent.

Annulation de charte.

14. Lorsque le montant total de l'indemnité prévue pour l'acquisition des actions de la compagnie aura été payé ou déposé par la Commission dans le compte spécial prévu à l'article 5, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, décréter l'annulation de la charte de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et de la charte de toute compagnie composante mentionnée à l'annexe A de la loi 8 George VI, chapitre 22, ainsi que de la charte de toute compagnie filiale dont toutes les actions appartiennent actuellement à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, et toute charte ainsi annulée deviendra dès lors éteinte et inexistante.

Entrée en vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

When such bonds shall have been guaranteed as above-mentioned and the other bonds have been redeemed, the trustee Montreal Trust Company shall be bound, upon the demand of the Commission, to free all the property affected by the trust deed and the supplementary deeds aforesaid of the charges, hypothecs and privileges deriving from the latter and to execute and sign all the documents necessary for such purposes; it shall also be bound to remit to the Commission all the moneys and securities which might remain in its hands by reason of its duties as trustee.

Freedom of property.

13. The trustee Montreal Trust Company shall be bound, under penalty of all damages, to comply with the demands, injunctions, ordinances and instructions of the Commission as soon as it shall have received them and it shall be freed of all responsibility with respect to any one provided that it does comply with the above prescriptions.

Duties of trustees.

Sections 12 and 13 shall have their full and whole effect notwithstanding any provision to the contrary of the trust deed consented to by the company in favour of Montreal Trust Company as trustee, dated the first of February, 1936, and of the supplementary deeds connected therewith.

Application.

14. When the total amount of the indemnity provided for the acquisition of the shares of the company has been paid or deposited by the Commission in the special account contemplated in section 5, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, order the cancellation of the charter of the Montreal Light, Heat & Power Consolidated and the charter of any component company mentioned in Schedule A of the act 8 George VI, chapter 22, as well as of the charter of any subsidiary company all the shares whereof presently belong to the Montreal Light, Heat & Power Consolidated, and any charter thus cancelled shall then become extinguished and non-existent.

Cancellation of charter.

15. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force